

Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des
Sciences de Gestion

Laboratoire Développement-Economie-Finance-Institutions
(D.E.F.I)

13 mai 2026

Proceeding

Relatif aux communications présentées lors Séminaire national
hybride sur:

**« Les zones d'activités économiques de la wilaya de Tizi-
Ouzou : Enjeux, défis et perspectives de développement
économique et territorial. »**

Présidente du séminaire : Dre AKKACHE- MAACHA Dehbia
Présidents d'honneur : Pr BOUDA Ahmed Pr LAICHE Mohamed



**La faculté des sciences économiques,
commerciales et des sciences de gestion
Le laboratoire Développement, Economie,
Finance et Institutions (DEFI)**



**en partenariat avec la chambre de commerce
et d'industrie « DJURDJURA de Tizi Ouzou »**

Organisent un séminaire hybride

**" Les zones d'activités économiques de la wilaya de Tizi-Ouzou:
Enjeux, défis et perspectives de développement économique et
territorial "**

Le mercredi 13 Mai 2026 à 09H00

À la salle des conférences de la faculté des sciences commerciales

Lien internet

Code QR

PROGRAMME DU SÉMINAIRE

08h30 – 09h00 : Accueil des participants et invités

09h00 – 09h30 : Ouverture officielle

09h30 – 09h45 : Pause-café

09h45 – 12h30 : Séance plénière (Salle de Conférences)

<https://meet.google.com>

**Présidence : Pr. TESSA Ahmed & Pr. ABRIKA Belaid Rapporteurs
: Dr. HACHEMI Naima & Dr. BABOU Omar**

Horaire	Auteurs & Communications
09h45 – 10h00	MAHMOUDI Sadia (Directrice de l'industrie de WTO) : <i>L'implication de la direction de l'industrie dans les zones d'activités économiques.</i>
10h00 – 10h15	BACHA Ali (Président de la commission des investissements de l'APW de Tizi-Ouzou) : <i>L'APW de Tizi Ouzou et les zones d'activités : bilan et perspectives.</i>
10h15 – 10h30	MANSEUR Lamia (Directrice de DIVINDUS de Tizi Ouzou) : <i>La gestion des zones d'activités par DIVINDUS.</i>
10h30-10h45	ABDESLAM Ferhat (Directeur de l'Agence Algérienne de la Promotion de l'Investissement de Tizi Ouzou) : <i>L'AAPI entre hier et aujourd'hui: les avantages des nouveaux dispositifs liés à l'accompagnement et à la facilitation de l'investissement.</i>
10h45 – 11h00	MADJENE Lakhdar (Président de la chambre de commerce et d'industrie Djurjura de Tizi Ouzou) : <i>La CIC et les zones d'activités de la wilaya de Tizi Ouzou.</i>
11h00 – 11h15	BOUDERBA Moncef (Président de la Confédération Algérienne du Patronat Citoyen) : <i>Les contraintes des opérateurs économiques au niveau des zones d'activités.</i>
11h15 – 11h30	MOULAI Kamel (Professeur UMMTO) & IDRES Karima (Doctorante UMMTO), <i>Regard sur le cadre institutionnel du foncier industriel en Algérie.</i>

11h30 – 11h45	AKKACHE-MAACHA Dehbia, ZERKHEFAOUI Lyas, BELGAID Lynda, Ouchalal Houria (MCA, UMMTO) : <i>Contribution des zones industrielles et d'activités au développement local : étude de cas de la wilaya de Tizi Ouzou.</i>
11h45 – 12h00	ABDELMADJID Elias (Consultant et cadre dirigeant), <i>Gouvernance des zones d'activités et optimisation du foncier industriel : analyse critique des mécanismes de gestion pour une dynamique économique durable en Algérie.</i>
12h00- 12h15	DORBANE Nadia (MCA, UMMTO), HACHEMI Naima (MCB, UMMTO), <i>Repenser les zones d'activités économiques à l'aune de l'écologie industrielle et territoriale : vers des territoires productifs durables.</i>
12h15 – 12h30	AMIAR Lila (Professeur), AMIAR Habib (MCB), <i>Les zones d'activités et les enjeux liés aux modes du rôle de l'Etat.</i>
12h30- 12h45	Débat

14h45 – 13h45 : Pause déjeuner

13h45 – 15h00 : Ateliers thématiques parallèles

ATELIER 1 : Gouvernance, aménagement et attractivité des ZAE

Salle de Conférences – Présidence : Pr. GUERCHOUH .M

Rapporteur : Dr. SI SALAH. K

Horaire	Auteurs & Communications
13h30-13h45	HADJAM Madjid (MCB, UMMTO), SI AMER Hadjira (MCA, UMMTO), <i>La zone d'activités de Boghni : quel ancrage territorial ?</i>
13h45- 14h	ZERKHEFAOUI Lyas (MCA, UMMTO), KHAMMES Abdenour (MCA, UMMTO), <i>Gouvernance des ZAE et performance territoriale : une analyse institutionnelle appliquée à la wilaya de Tizi Ouzou.</i>
14h-14h15	AMIAR Lila (Professeure, UMMTO), AMIAR Habib (MCB, UMMTO), <i>Les zones d'activités de Boghni et de Tizi Ghenif.</i>
14h15 – 14h30	HACHEMI Naima (MCB, UMMTO), DORBANE Nadia (MCA, UMMTO), BELKACEMI Lydia (Docteur en sciences économiques), <i>La transition vers les zones d'activités intelligentes en Algérie : un nouveau paradigme d'organisation territoriale.</i>
14h 30 – 15h	Débat

ATELIER 2 : Dynamiques économiques et sociales et retombées socio-économiques des zones d'activités

Salle A – Présidence : MOULAI Kamel

Rapporteur : HAMAZ Tahar

Horaire	Auteurs & Communications
13h30– 13h45	KHEZNADJI Mohamed (MCA, UMMTO), HAMAZ Tahar (MCA, UMMTO), <i>Les zones d'activités économiques et la création d'emploi au niveau local.</i>
13h45- 14h	BOURKACHE Ferroudja (MCA, UMMTO), <i>Les zones d'activités économiques de la wilaya de Tizi Ouzou : un levier pour l'emploi et la stabilité économique.</i>

14h – 14h15	KEHRI Samir (MCA, UMMTO), LEHAD- KEHRI Rachida (MACA, UMMTO), <i>Le capital humain comme levier d’attractivité des zones d’activités au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou.</i>
14h15 – 14h30	ABER Kahina (Doctorante), ABRIKA Belaid (Professeur UMMTO), <i>Le financement des zones d’activités économiques, une étude comparative entre les wilayas de Tizi Ouzou et de Blida.</i>
14h30-15h	Débat wilaya

ATELIER 3 : Innovation, gestion environnementale et développement durable au niveau des ZAE

Salle B – Présidence : Dr SAHALI Nouredine

Rapporteur : Dr. HAMDAD Toufik

Horaire	Auteurs & Communications
13h30 – 13h45	BOUMEDDA-TIAB Fahima (MCA, Université de Béjaïa), <i>Environmental industrial risk management and sustainable development: A critical analysis of the SONATRACH/RTC Béjaïa case.</i>
13h45– 14h	OUCHALAL Houria, BELGAID Lynda, AKKACHE- MAACHA Dehbia (MCA, UMMTO), <i>L'innovation technologique au sein des entreprises industrielles algériennes : enjeu stratégique pour un développement durable. Cas de l'ENIEM de Tizi Ouzou.</i>
14h-14h15	OUAMAR Sabrya, SI SALAH Karima, SI MANSOUR Farida (MCA, UMMTO), <i>Concentration sans connectivité : comprendre la faible performance des zones d'activités économiques.</i>
14h15- 14h30	KHAMMES Abdenour (MCA, UMMTO), <i>Dynamiques d'innovation et ancrage territorial des entreprises dans les zones d'activités de Tizi-Ouzou : entre effet de proximité et fragmentation spatiale.</i>
14h30- 15h	Débat

ATELIER 4 : Les ZAE et les applications sectorielles

Salle C – Présidence : Dr HAMOUTENE.O

Rapporteur : Dr. KHAMMES. A

Horaire	Auteurs & Communications
13h30 - 13h45	Sahali Noureddine (MCA, UMMTO), Babou Omar (MCA, UMMTO) Sahnoun Mohand (MACA, UMMTO), <i>Intégration des activités agriculture /industrie au niveau local des zones d'activités : Analyse du cas des zones d'activités de la wilaya de T.O</i>
13h45- 14h	FERNANE Djamila (MCA, UMMTO), BELLAHSENE Tinhinane,(MCB, UMMTO), <i>L'intégration du tourisme industriel et artisanal dans les zones d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou : un levier de diversification économique territoriale</i>
14h-14h 15	BATACHE Abderrahmane (MCA, UMMTO), SEDIKI Abderrahmane (MCB, UMMTO), SAHALI Noureddine (MCA, UMMTO), <i>Diagnostic du cadre juridique et institutionnel régissant les zones d'expansion touristique de la wilaya de Tizi Ouzou</i>
14h 15-14h30	AMIRI Dalila (MCA, UMMTO), AKNINE Roza (Professeure, UMMTO), La gestion des zones d'activités de la wilaya de Tizi Ouzou.
14h30-15h	Débat

15h00 – 15h30 : Synthèse des travaux & Clôture du séminaire **(Salle de Conférences)**

- Lecture du rapport de synthèse.
- Clôture du séminaire.

Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou
Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Laboratoire de recherche Développement, Finance, Économie et Institutions(DEFI)
Organise un Séminaire national en partenariat avec la Chambre de Commerce et
d'Industrie « DJURDJURA de Tizi-Ouzou »

Mercredi le 13 Mai 2026

Salle des conférences de la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de
Gestion

Thème

« Les zones d'activités économiques de la wilaya de Tizi-Ouzou : enjeux, défis et
perspectives de développement économique et territorial. »

Appel à communication

Présidente du séminaire : Dre AKKACHE- MAACHA Dehbia

Présidents d'honneur : Pr BOUDA Ahmed Pr LAICHE Mohamed



Date limite de réception des intentions de communication : le 28 avril 2026

Notifications d'acceptation ou de rejet des propositions de communication : le 5 mai 2026

Remise des textes complets : le 07 mai 2026

Date de tenue du séminaire : le 13 mai 2026

Argumentaire

La gestion des zones d'activités a fait l'objet de plusieurs travaux académiques, nous citons au passage les travaux de (Porter, 1998) sur la compétitivité territoriale qui offrent un cadre théorique essentiel, les études de l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoire (ANCT) qui soutient les collectivités locales dans leurs projets de développement et d'aménagement et propose des méthodologies à adopter pour optimiser l'utilisation de ces espaces et les recherches de (Duranton et Puga, 2001) ainsi que les thèses de (Asheim, 1997 et Ganne 2008) qui analysent leur impact économique et explorent les dynamiques locales d'innovation dans ces zones.

Par la création des zones d'activités économiques, les États entendent mettre en place des opérations de développement économique des territoires, car elles sont considérées comme moteur en termes de création de richesse et d'emplois. L'Algérie compte **72** zones industrielles couvrant une étendue de **12000** hectares et **450** zones d'activités pour une superficie de **17000** hectares réparties sur tout le territoire national.

La wilaya de Tizi-Ouzou, à l'instar des autres régions du pays, a bénéficié de la création de **03** zones industrielles : la Zone Industrielle Aïssat Idir (ZIAI), implantée à 10 kilomètres à l'est du chef-lieu de wilaya et les 02 autres zones sont implantées respectivement à Draâ-El- Mizan et Souamaâ.

Au début des années 1990, un programme de **25** zones d'activités fut lancé dont uniquement **16** d'entre elles ont été réalisées avec un état d'opérationnalité variant en fonction des infrastructures, de l'aménagement, de la viabilisation, et de l'implantation d'entreprises. La gestion des zones en question constitue un enjeu capital pour le développement économique et territorial de la wilaya de Tizi-Ouzou dans un contexte marqué par des mutations majeures avec des opportunités à saisir et des défis à surmonter.

Une première analyse de ces zones d'activités économiques met en lumière plusieurs lacunes partagées par l'ensemble du secteur, en l'occurrence :

- Des infrastructures insuffisantes : certaines zones manquent de viabilisation (voirie, électricité, télécommunications, eau potable et assainissement) ;
- Un taux d'occupation variable, voire faible dans certaines zones : même dans les zones opérationnelles certains lots restent inoccupés ;
- Des retards dans l'accomplissement des travaux : les zones en cours d'aménagement souffrent souvent de retards dans la réalisation des infrastructures ;
- Des difficultés d'accès au foncier industriel par les investisseurs et les problèmes de gestion et de gouvernance des zones existantes.

Soucieux de jouer son rôle en tant qu'acteur du développement local au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, le laboratoire de recherche Développement, Finance, Economie et Institutions (**DEFI**) organise une journée d'études sur la problématique de la gestion des zones d'activités, ainsi **« dans un contexte de recherche de diversification économique et de promotion de l'investissement, comment les zones d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou peuvent –elles devenir des leviers efficaces pour le développement local, tout en surmontant les défis liés à leur aménagement, leur gestion et leur attractivité ? »**

Cet évènement ambitionne d'associer étroitement les acteurs économiques (investisseurs et entrepreneurs), les représentants des institutions publiques au niveau local et national (Ministère de l'Industrie, Chambre de Commerce, Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI), représentants des collectivités locales, etc.), pour favoriser les échanges de connaissances.

Ce séminaire national aura pour objectif d'amorcer une réflexion et un débat afin d'élaborer des recommandations opérationnelles pour en faire de ces zones un moteur de développement économique et territorial.

Les axes du colloque

- 1- Aménagement et planification territoriale : analyse stratégique d'aménagement des zones d'activités et leur intégration dans les politiques de développement local.
- 2- Gouvernance et partenariat : examen des modes de gouvernance des zones d'activités et des modalités de collaboration entre acteurs publics et privés.
- 3- Dynamiques économiques et sociales : évaluation des retombées économiques et sociales des zones d'activités économiques sur les collectivités et les populations locales.
- 4- Aménagement, foncier industriel et attractivité des zones d'activités économiques.
- 5- Cadre légal et institutionnel régissant les zones d'activités économiques.
- 6- Innovation, gestion environnementale et développement durable dans les zones d'activités économiques.
- 7- Les expériences en matière de gestion des zones d'activités économiques.

Valorisation des axes du séminaire

Après réévaluation des communications par le comité scientifique, les meilleures seront publiées dans un ouvrage collectif et dans la revue Tadamssa d-Unegmu.

COMITES DE LA MANIFESTATION

COMITE SCIENTIFIQUE

N°	NOM et PRENOM	Qualité Président/Membre	Grade	Etablissement
1	ZERKHFAOUI Lyes	Président	MCA	UMMTO
2	ABRIKA Belaid	Membre	Professeur	UMMTO
3	AKKACHE- MAACHA Dehbia	Présidente	MCA	UMMTO
4	AKNINE-SOUIDI Roza	Membre	Professeure	UMMTO
5	AMIAR-DOUADI Lila	Membre	Professeure	UMMTO
6	AMOKRANE Farida	Membre	Professeure	UMMTO
7	AMOKRANE Hakima	Membre	MCA	UMMTO
8	AMZIANE Louiza	Membre	MCA	UMMTO
9	BEGRICHE Malika	Membre	MCA	Université de Béjaïa

10	BELAIDI Abdellah	Membre	Professeur	Université de Khenchela
11	BELGAID Lynda	Membre	MCA	UMMTO
12	BENAHMED Kafia	Membre	MCA	Université de Béjaïa
13	BENAMARA Karima	Membre	MCA	UMMTO
14	BERBAR Mouloud	Membre	MCA	UMMTO
15	BOUABBACHE Aissa	Membre	MCA	UMMTO
16	BOUMEDDA-TIAB Fahima	Membre	MCA	Université de Béjaïa
17	BOUNOUA Chaib	Membre	Professeur	Université de Tlemcen
18	BOURKACHE Ferroudja	Membre	MCA	UMMTO
19	CHENANE Arezki	Membre	Professeur	UMMTO
20	CHIKH-AMMNACHE Sabrina	Membre	Professeure	UMMTO
21	CHIKH Nabila	Membre	MCA	UMMTO
22	DAHMOUNE Radia	Membre	MCA	UMMTO
23	DJEMACI Brahim	Membre	Professeur	Université de Boumerdes
24	DORBANE Nadia	Membre	MCA	UMMTO
25	FERNANE Djamila	Membre	MCA	UMMTO
26	FIRLAS Mohammed	Membre	MCA	UMMTO
27	GUERCHOUH Mouloud	Membre	Professeur	UMMTO
28	HADDAD Megdouda	Membre	MCA	UMMTO
29	HACHEMI Naima	Membre	MCA	UMMTO
30	HAMMACHE El-Kaïna	Membre	MCA	CREAD, Alger
31	HAMOUTENE Ouerdia	Membre	MCA	UMMTO
32	KARA Rabah	Membre	Professeur	UMMTO
33	KEHRI Samir	Membre	MCA	UMMTO
34	KHEZNADJI Mohamed	Membre	MCA	UMMTO
35	LAICHE Mohamed	Membre	MCA	UMMTO
36	LAMROUS Kathia	Membre	MCA	UMMTO
37	LEGHIMA Amina	Membre	Professeure	UMMTO
38	MATAMAR Dalila	Membre	Professeure	UMMTO
39	MOKRANE Ali	Membre	Professeure	UMMTO
40	MOULAI Kamel	Membre	Professeure	UMMTO
41	OUCHALAL Houria	Membre	MCA	UMMTO
42	OUALI Nadja	Membre	MCA	Université de Béjaïa
43	OUAMER Sabrya	Membre	MCA	UMMTO
44	RACHEDI Akila	Membre	MCA	UMMTO
45	RAHMOUNI Djamila	Membre	MCA	UMMTO
46	RAMDINI Samira	Membre	MCA	UMMTO
47	SAHALI Nouredine	Membre	MCA	UMMTO
48	SI MANSOUR Farida	Membre	MCA	UMMTO

49	SI SALAH Karima	Membre	MCA	UMMTO
50	SMADI Amina	Membre	MCA	UMMTO
51	TESSA Ahmed	Membre	Professeur	UMMTO
52	ZOURDANI	Membre	MCA	UMMTO

COMITE D'ORGANISATION

N°	Nom et Prénom	Qualité Président/ Membre	Grade	Etablissement
1	AMIRI Ramdane	Président	MCB	UMMTO
2	AOUDIA Fairouz	Membre	MCB	UMMTO
3	ARHAB Samir	Membre	MAA	UMMTO
4	ARKOUB Sylvia	Membre	Doctorante	UMMTO
5	FERRAT Marzouk	Membre	MAA	UMMTO
6	FERRAT Massilva	Membre	MCB	UMMTO
7	HAMMOUR Djamila	Membre	MCB	UMMTO
8	IDRIS Karima	Membre	Doctorante	UMMTO
9	KECHIH Nadia	Membre	Doctorante	UMMTO
10	KHAMMES Abdenour	Membre	MCB	UMMTO
11	KHOUAA Aldjia	Membre	Doctorante	UMMTO
12	LOUNACI Djamila	Membre	MCB	UMMTO
13	MAHTOUT Idir	Membre	MAA	UMMTO
14	MALEK Nadir	Membre	MCB	UMMTO
15	MEZAOUR Siham	Membre	Doctorante	UMMTO
16	DJELOUT Fatima	Membre	MAA	UMMTO
17	OULD TALEB Ouramdan	Membre	MCB	UMMTO
18	OUNASSI Hacene	Membre	MCB	UMMTO

Normes de présentation

Les communications devront respecter les normes APA et comprendre 35.000 signes maximum, espaces compris (environ 20 pages), incluant les notes, les annexes et la bibliographie.

La mise en page, en format A4, devra prévoir des marges (supérieures, inférieures et latérales) de 2,5 cm. Le texte sera rédigé en Times New Roman, taille 12, interligne 1,5, justifié.

La première page devra contenir en en-tête : Le titre de la communication, le(s) nom(s) de(s) auteur(s) suivis de la fonction et de l'affiliation.

Chaque proposition reçue fera l'objet d'une double évaluation.

Procédure de soumission

Les résumés des propositions de communications doivent être envoyés à l'adresse suivante :

seminaire.zae2026@ummtto.com

**FACULTÉ DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES SCIENCES DE GESTION
SEMINAIRE NATIONAL**

**« Les zones d'activités économiques de la wilaya de Tizi-Ouzou : enjeux,
défis et perspectives de développement économique et territorial. »**

13 Mai 2026

FICHE DE PROPOSITION DE COMMUNICATION

Nom : _____ Prénom : _____
Institution de rattachement : _____ Discipline : _____
Professeur Maître de conférences Maître Assistant(e)
Doctorant(e) Autre (à préciser) : _____
Adresse professionnelle : _____
Tél : _____
Courriel : _____
Souhaite présenter une communication se rapportant à l'axe N° :
Titre :

Résumé : à mettre dans la page suivante (deux pages maximums, 1000 mots, en Word, caractère 12, Times New Roman) doit inclure le titre, la problématique, la méthodologie, les résultats (obtenus ou attendus) et se limiter à 10 références bibliographiques.

Mots-clés :

Fiche à retourner par mail au plus tard le 13 Avril 2026 à l'adresse suivante
: seminaire.zae2026@ummto.dz

Communication n°1 : Mahmoudi Sadia, Directrice de l'industrie, « L'implication de la direction de l'industrie dans les zones d'activités économiques »

Résumé

La direction de l'industrie de la wilaya de Tizi-Ouzou est le pivot central de la stratégie de développement industriel de la contrée kabyle. Son implication se traduit par la réhabilitation et la modernisation des zones d'activités existantes ainsi que par le suivi des nouvelles zones industrielles telles que Souamaâ et Draâ-El-Mizan. Elle veille à l'optimisation du foncier industriel national, à la levée des obstacles bureaucratiques pour les investisseurs et à l'amélioration de la viabilité des sites (AEP, électricité, gaz, routes, etc.).

Son objectif est d'attirer les projets créateurs d'emplois, de diversifier l'économie locale et de simplifier les procédures administratives en coordination avec les pouvoirs locaux et les agences nationales d'investissement.

Mots clés : Tizi-Ouzou, zone d'activité économique, foncier industriel, réhabilitation des infrastructures, attractivité économique, développement industriel.

Communication n° 2 : BACHA Ali, Président de la commission des investissements de « l'APW de Tizi-Ouzou : L'APW de Tizi-Ouzou et les zones d'activités »

Résumé

L'Assemblée Populaire de Wilaya (APW) de Tizi-Ouzou agit comme principal levier politique et délibérant pour débloquer le potentiel industriel local. Face au constat que la majorité des 18 zones d'activités et réserves foncières la région kabyle souffrent d'un déficit important en viabilisation ou de sous-exploitation, l'APW multiplie les sessions de travail et les recommandations fortes.

Les priorités actuelles de l'APW s'articulent autour de trois axes : l'aménagement et la mise à niveau, l'extension des capacités et l'assainissement du foncier.

L'objectif global de l'APW est de freiner l'installation d'entreprises hors-zones en transformant les zones d'activités en véritables moteurs d'attractivités territoriale et de création d'emplois.

Mots clés : APW DE Tizi-Ouzou, foncier industriel, zones d'activités économiques, viabilisation, investissement local, développement territorial.

Communication n° 3 : Manseri Lamia, Directrice de DIVINDUS de Tizi-Ouzou, « La gestion des zones d'activités par DIVINDUS »

Résumé

Cette communication traite du rôle stratégique du groupe public industriel algérien des zones d'activités économiques (à travers sa filiale DIVINDUS-ZI) dans l'administration, l'aménagement et la modernisation des zones d'activités et industrielles à travers le pays. Face aux défis de saturation et de dégradation des infrastructures, le ministère de l'industrie a renforcé les prérogatives de DIVINDUS pour prendre en charge les travaux de viabilisation. Cela inclut la réhabilitation de la voirie, les réseaux d'eau, d'assainissement, de gaz, ainsi que l'éclairage public.

L'objectif principal de cette gestion est d'assainir le foncier économique, d'éliminer les obstacles bureaucratiques et d'offrir un environnement attractif et fonctionnel pour stimuler l'investissement local et la création d'emplois.

Mots clés : DIVINDUS, zones d'activités économiques, foncier économique, viabilisation, réhabilitation, investissement industriel, développement local.

Communication n° 4, ABDESLAM Ferhat, Directeur de l'Agence Algérienne de la Promotion de l'investissement de Tizi-Ouzou : AAPI entre hier et aujourd'hui, les avantages des nouveaux dispositifs liés à l'accompagnement et à la facilitation de l'investissement

Résumé

Cette communication retrace l'évolution structurelle et stratégique de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement, passant de l'ancien modèle bureaucratique (ex. ANDI) à une institution moderne à forte valeur décisionnelle.

Parmi les avantages des nouveaux dispositifs : numérisation intégrale, guichet unique renforcé et incitations financières massives, un accompagnement sur-mesure et une sécurité juridique renforcée pour sécuriser les investisseurs nationaux et étrangers.

Mots clés : AAPI, gouvernance économique, guichet unique, incitations fiscales, simplification administrative, attractivité économique.

Communication n° 5 : MADJENE Lakhdar, Président de la chambre de commerce et

d'industrie « Djurdjura » de Tizi-Ouzou : La CCI et les zones d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou

Résumé

La Chambre de Commerce et d'Industrie « Djurdjura » joue un rôle moteur de concertation et d'accompagnement pour dynamiser l'investissement local. La wilaya de Tizi-Ouzou compte un réseau de 18 zones d'activités et trois zones industrielles.

Cependant, ces zones d'activités économiques font face à des défis majeurs de viabilisation, ce qui freine l'implantation optimale des entreprises et la création d'emplois. Pour y remédier, les autorités mobilisent d'importants budgets de réhabilitation, procèdent à l'assainissement du foncier industriel et lancent de nouveaux projets stratégiques (zones industrielles Souamaâ et Draâ-El-Mizan/Tizi-Ghenif) dans le but de renforcer l'attractivité et le développement territorial de la contrée kabyle.

Mots clés : wilaya de TO, CCI Djurdjura, ZAE, foncier industriel, viabilisation, attractivité territoriale, créations d'emplois.

Communication n° 6 : BOUDERBA Youcef, Président de la Coordination Algérienne de Patronat Citoyen : Les contraintes des opérateurs économiques au niveau des zones d'activités.

Résumé

Les zones d'activités économiques sont créées pour offrir un cadre favorable au développement des entreprises. Cependant, les opérateurs économiques y font face à une kyrielle de contraintes administratives, logistiques et structurelles.

Les principaux obstacles résident souvent dans le déficit d'infrastructures de base. A cela s'ajoutent des lourdeurs administratives liées à l'octroi du foncier industriel, des problèmes de gouvernance et de gestion de ces zones, ainsi que l'absence de services d'accompagnement de proximité.

Ces contraintes pénalisent la compétitivité des entreprises, retardent l'entrée en production des investisseurs et limitent l'attractivité économique des territoires.

Mots clés : zones d'activités économiques, contraintes structurelles, foncier économique, opérateurs économiques, lourdeurs administratives, investissement productif, compétitivité.

Communication n° 7 : ABDELMADJID Elias, Consultant et Cadre Dirigeant,

Gouvernance des zones d'activités et optimisation du foncier industriel : Analyse critique des mécanismes de gestion pour une dynamique économique durable en Algérie.

Résumé

Cette communication propose une analyse critique des mécanismes de gestion des ZAE en Algérie. Elle examine comment l'optimisation du foncier industriel peut devenir un levier d'attractivité et de compétitivité.

L'objectif est d'identifier les contraintes bureaucratiques, juridiques et organisationnelles qui freinent l'accès au foncier. Enfin, elle formule des propositions de gouvernance moderne (digitalisation, guichet unique, ...) pour transformer ces espaces en moteurs d'une dynamique économique durable et diversifiée.

Mots clés : Algérie, gouvernance économique, analyse critique, optimisation foncière, attractivité territoriale, développement durable.

Communication n°8 : L'innovation technologique au sein des entreprises industrielles algériennes : Enjeu stratégique pour un développement économique durable : Cas de l'ENIEM de Tizi ouzou

OUCHALAL Houria, Maitre de Conférences A, UMMTO, houria.ouchalal@ummtto.dz

BELGAID Lynda, Maitre de Conférences A, UMMTO, lynda.belgaïd@ummtto.dz

MAACHA Dehbia, Maitre de Conférences A, UMMTO, Dahbia.maacha@ummtto.dz

Résumé :

Dans un environnement caractérisé par une concurrence féroce (**exacerbée**), l'innovation devient, de plus en plus, le moteur de la compétitivité, de la croissance, de la rentabilité et de la création des valeurs durables pour toutes les entreprises (Ionescu & Dumitru, 2015, p : 99). Elle n'est plus une simple option, mais un impératif de survie. Elle permet aux entreprises de passer d'une logique de « suivisme » à une position de leader sur le marché (BOUCHICHA, 2023).

Dans ce contexte, l'intégration de l'innovation, de la gestion environnementale et du développement durable est devenu un enjeu stratégique pour les entreprises industrielles algériennes, qui cherchent à concilier performance économique et responsabilité écologique (Messaoud, 2019).

Au sein de l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager de Tizi ouzou (ENIEM), objet de notre terrain d'étude, l'innovation constitue un enjeu stratégique majeur pour sa relance et sa modernisation, bien qu'elle se heurte à des contraintes structurelles. La vision affichée par

l'entreprise intègre la fonction recherche et développement (R&D) comme un pilier pour la qualité de ses produits (OUCHALAL, 2006). Autrement dit, l'ENIEM met en avant l'innovation à travers une R&D permanente pour assurer la performance et la durabilité de ses produits (**particulièrement dans le secteur des réfrigérateurs, congélateurs et appareils de cuisson**). **Plutôt tu peux écrire: (particulièrement le segment du gros électroménager /ou encore la gamme de froid et de cuisson).**

En 2026, l'un des objectifs de l'innovation à l'ENIEM est d'augmenter le taux d'intégration nationale (production locale des composants) dans ces gammes de produits.

En se basant sur un corpus théorique relatif au sujet de l'innovation, nous allons tenter de répondre à la question centrale suivante : ***Dans quelle mesure l'innovation adoptée par les entreprises industrielles algériennes (en référence au cas de l'ENEIM de Tizi-Ouzou) constitue – t-elle un levier de performance durable, dépassant la simple conformité réglementaire pour améliorer leur compétitivité ?***

Afin de répondre à cette problématique, nous émettons **les** hypothèses de recherche **suivantes** :

H1 : Le cloisonnement entre la recherche scientifique et le milieu productif est l'un des facteurs qui entravent toute politique de développement et d'innovation technologique au sein des entreprises industrielles algériennes.

H2 : Les principales mesures d'appui à l'innovation mises en place par l'Etat algérien (l'Algérie) sont indispensables pour la réussite des projets d'innovation des entreprises industrielles algériennes.

Méthodologie de Recherche

Pour répondre à notre problématique, nous avons procédé de la manière suivante :

1- Exploitation d'une foisonnante documentation scientifique **plutôt documentation foisonnante** (ouvrages, articles de revues, thèses, documentation de l'entreprise enquêtée) relatives avec notre thématique.

2 - Réalisation d'une enquête qualitative par entretien au niveau de la direction générale de l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager de Tizi-Ouzou.

Résultats obtenus

- L'entreprise enquêtée traverse une situation de défi permanent au regard de la nature de l'environnement dans lequel elle est **insérée**, le développement et la promotion de l'innovation se réalisent dans des conditions environnementales difficiles.

- L'innovation est cruciale pour la survie de l'ENIEM qui, face à des difficultés financières et un fort endettement, doit impérativement renouveler ses processus. Ce qui nécessite d'innover non seulement dans les produits, mais aussi dans le marketing, le digital et le design pour rester compétitive.

En somme, l'innovation est affichée comme un levier de croissance au sein de l'ENIEM de Tizi ouzou, mais sa mise en œuvre est dépendante des plans de redressement et de la modernisation des outils de production de l'entreprise.

Mots-clés : Innovation Technologique, Entreprise Industrielle Algérienne, Développement Durable, **Performance**, Environnement de l'entreprise.

Bibliographie

- BOUCHICHA, N. &. (2023, Novembre 11). L'innovation une stratégie d'acteur dans un environnement difficile : cas des entreprises de l'électronique en Algérie. *Journal of North African Economies*, pp. 283- 304.
- Messaoud, A. M. (2019, Décembre 19). Impact de la politique de mise à niveau sur l'innovation : le cas des entreprises industrielles algériennes. *Revue d'economie industrielle* , pp. 9 - 44.
- OUCHALAL, H. &. (2006). *Situation de la fonction recherche et développement à l'ENIEM* . La chambre de Commerce et de l'industrie CACI: Revue Mutation N° 54 , publication trimestrielle .

Communication n°9 : Concentration sans connectivité : comprendre la faible performance d'innovation des zones d'activités économiques.

Dr. OUAMAR Sabrya, FSESGC, UMMTO,

Dr. SI SALAH Karima, FSESGC, UMMTO,

Dr. SI MANSOUR Farida, FSESGC, UMMTO,

Résumé :

Les zones d'activités économiques (ZAE) longtemps appréhendées comme des instruments privilégiés du développement économique local, fondés sur l'idée selon laquelle la concentration spatiale des entreprises favorise les interactions, les externalités positives et, in fine, l'innovation. Toutefois, cette relation entre proximité géographique et performance innovante demeure loin d'être systématique, en particulier dans les contextes où les dynamiques productives restent faiblement structurées.

Nous tenterons dans ce travail d'examiner dans quelle mesure l'absence des interactions économiques et organisationnelles entre les entreprises constituent un facteur explicatif majeur de la faible performance innovante. Ce travail invite à dépasser une lecture purement spatiale du développement économique pour ensuite proposer une analyse des relations effectives entre acteurs, condition essentielle à l'émergence de dynamiques d'innovation.

Les résultats attendus visent à mettre en évidence le rôle déterminant de la qualité des interactions économiques et des capacités organisationnelles des entreprises en matière d'innovation.

Mots clés : ZAE- Innovation- connectivité territoriale- dynamiques des entreprises innovantes.

Communication n°10: Rôle de Zones d'activités économiques dans la création d'emplois au niveau local.

KHAZNDJI Mohammed, MCA, UMMTO

mohammed.khaznadjji@ummto.dz

HAMAZ Tahar, MCA, UMMTO

Tahar.hamaz@ummto.dz

Axe 3 : Dynamique économique et sociales : évaluation des retombés économiques et sociales des zones d'activités économiques sur les collectivités et les populations locales.

Résumé :

La raison d'être des zones d'activités économiques réside dans la promotion de l'investissement et la création d'emplois au niveau local. Sur le plan théorique, il existe une relation étroite entre les zones d'activités et l'emploi, dont le principal vecteur est l'investissement, notamment à travers la création et le développement d'entreprises. Chaque entreprise implantée génère non seulement des emplois directs, mais également des emplois indirects dans des secteurs connexes tels que le transport, le commerce et les services.

Ainsi, les zones d'activités (ZA) constituent un instrument stratégique pour les collectivités locales, leur permettant d'attirer de nouvelles entreprises, de favoriser la création d'activités économiques, de résorber le chômage local et de dynamiser le tissu économique territorial. La création d'entreprises et la génération d'emplois représentent des processus structurants qui façonnent l'avenir et le fonctionnement des territoires. À ce titre, les ZA sont souvent considérées comme un levier majeur du développement économique et de l'emploi local.

Toutefois, les résultats des études empiriques consacrées à cette question demeurent contrastés selon les pays, la localisation des zones et leurs spécificités territoriales. Certaines recherches ne mettent pas en évidence d'impact clair et systématique sur l'emploi local ou sur la réduction du chômage. En Chine, par exemple, les zones économiques spéciales (ZES) ont contribué à une augmentation significative de l'emploi, principalement grâce à la création de nouvelles entreprises ou à l'extension d'entreprises existantes. En Inde et au Vietnam, ces zones ont favorisé la croissance de l'emploi industriel et des services, souvent au détriment du secteur agricole, avec une participation accrue de la main-d'œuvre féminine. Dans les zones rurales polonaises, les ZA ont stimulé l'emploi local à travers l'implantation de grandes entreprises et la diversification des activités économiques.

Par conséquent, les zones d'activités soulèvent plusieurs problématiques en matière d'emploi, notamment la sous-exploitation des zones, la concentration géographique de l'emploi, les phénomènes de transfert d'emplois entre secteurs d'activité, ainsi que le degré d'intégration de la main-d'œuvre locale.

L'objectif de cette communication est de montrer qu'au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, malgré un potentiel important (composé de trois zones industrielles et de dix-huit zones d'activités) la contribution de ces espaces au développement de l'emploi local demeure en deçà des attentes.

Sur le plan méthodologique, notre analyse s'est limitée au secteur industriel, en exploitant les données fournies par la Direction de l'Industrie et des Mines (DIM) pour l'année 2019.

Bibliographie :

Lu, Y., Wang, J., & Zhu, L. (2019). Place-Based Policies, Creation, and Agglomeration Economies: Evidence from China's Economic Zone Program. *American Economic Journal: Economic Policy*. <https://doi.org/10.1257/pol.20160272>.

Gallé, J., Overbeck, D., Riedel, N., & Seidel, T. (2024). Place-based policies, structural change and female labor: Evidence from India's Special Economic Zones. *Journal of Public Economics*. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2024.105259>

Wojtyra, B. (2020). Impact of Local Economic Activity Zones on Socio-Economic Development of Rural Areas. , 34, 62–79-62–79. <https://doi.org/10.24917/20801653.341.5>.

Benbraham **Kh.** (2019). Chinese Experience With Special Economic Zones [المجلة الدولية للاداء الاقتصادي](#) Volume 2, Numéro 1, Pages 55-69.

[Traki D. et Boukrif M.](#) (2018) L'effet De La Proximité Géographique Sur La Dynamique Locale Et Territoriale Dans Les Zones Industrielles (le Cas Des Zones Industrielles De La Wilaya De Bejaia, Algérie). [مجلة آفاق للبحوث والدراسات](#) Volume 1, Numéro 3, Pages 231-251

DPSB de la Wilaya de Tizi-Ouzou (2019) Annuaire statistique. Année 2018.

Communication n°11 : Regard sur la cadre institutionnel du foncier industriel en Algérie

MOULAI Kamel & IDRES Karima (doctorante), laboratoire DEFI, UMMTO

Résumé

L'objectif de ce papier est porter un regard analytique sur le cadre institutionnel encadrant le foncier économique en Algérie sous la lumière des enseignements de la théorie néo-institutionnelle (COASE, NORTH, WILLIAMSON, ACEMOGLU, etc.).

Cette dernière suggère que la problématique économique en matière de développement en général peut être abordée sous le prisme de la gouvernance. La qualité de la gouvernance qu'offre le cadre institutionnel de l'économie en général a un impact positif ou négatif sur la conduite du développement économique. L'étude du cadre institutionnel du foncier économique se trouve justifié dès lors que ce dernier une multitude de réformes, notamment depuis la fin des années 1980, et l'institution de plusieurs mécanismes et acteurs intervenant en la matière. L'instabilité du cadre institutionnel du foncier économique en Algérie et les défis de coordination des acteurs intervenant peuvent être alors mis en avant en matière de la gestion des zones industrielles et d'activités.

Communication n°12 : Les zones d'activité économique à Tizi-Ouzou : un levier pour l'emploi et la stabilité locale

Nom : BOURKACHE

Prénom : Ferroudja

Institut de rattachement : Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou

Grade : Maitre de conférences A

Adresse mail : ferroudja.bourkache@ummto.dz

Le développement territorial en Algérie est aujourd'hui à la croisée des chemins, oscillant entre la nécessité d'une industrialisation massive et l'urgence d'un développement local équilibré. Dans cette dynamique, la wilaya de Tizi-Ouzou occupe une position singulière. Caractérisée par une géographie tourmentée, une forte densité de population et une rareté chronique du foncier plat, elle ne peut plus se contenter des modèles classiques de zones industrielles de grande envergure, souvent saturées ou inadaptées à la réalité topographique. L'émergence des zones d'activité économique (ZAE), et plus particulièrement des micro-zones, marque un tournant dans la stratégie d'aménagement du territoire. Ces espaces ne sont plus perçus uniquement comme des réceptacles d'unités de production, mais comme de véritables outils de résilience.

En s'insérant dans le tissu rural et périurbain, elles tentent de répondre à une double contrainte : adapter l'infrastructure aux spécificités du relief kabyle tout en créant des pôles de richesse au plus près des citoyens. L'enjeu est doublement vital. D'une part, il s'agit d'une réponse économique au chômage, en offrant aux jeunes entrepreneurs locaux un cadre juridique et technique pour déployer leurs projets. D'autre part, ces zones portent une mission sociale fondamentale : la fixation des populations. En transformant les communes en pôles d'attractivité, elles visent à briser le cycle de l'exode vers les grandes métropoles ou vers l'étranger, garantissant ainsi une stabilité démographique et sociale à la région.

Notre propos dans cette contribution sera de voir dans quelle mesure l'aménagement de micro-zones d'activités à Tizi-Ouzou permet-il de contourner les contraintes foncières du territoire tout en luttant efficacement contre le chômage et l'exode des populations locales ?

- **Sous-question 1** : L'étroitesse du foncier à Tizi-Ouzou impose-t-elle ce modèle de "micro-industrie" ?
- **Sous-question 2** : Ces zones favorisent-elles réellement une fixation durable des jeunes diplômés dans leurs communes d'origine ?

Pour répondre à ces questions, la recherche s'appuie sur une approche mixte :

- **Analyse documentaire** : Étude des plans d'aménagement (PDAU) et des rapports de la direction de l'industrie (DMI) de Tizi-Ouzou.
- **Enquête de terrain** : Observations directes de trois micro-zones pilotes et entretiens avec des gestionnaires locaux.
- **Approche comparative** : Confrontation entre les objectifs de création d'emplois annoncés et les données réelles de recrutement local.

Les premiers résultats mettent en évidence trois points clés :

1. **Flexibilité spatiale** : Les micro-zones permettent d'implanter des unités de production là où de grandes zones industrielles seraient impossibles à construire à cause du relief.
2. **Impact sur l'emploi** : Elles favorisent principalement la création de PME/PMI qui recrutent une main-d'œuvre locale immédiate, réduisant ainsi les flux migratoires vers les grands centres urbains.
3. **Limites identifiées** : Le manque de connexion aux réseaux (électricité haute tension, accès routiers adaptés) reste le principal frein qui limite encore le plein potentiel de ces zones de proximité.

Communication n°13 : Les zones d'activités en Algérie: instruments de développement économique local et d'équilibrage territorial dans un contexte de contraintes budgétaires

ABRIKA. B

Introduction:

Cette contribution vise à mettre en évidence le rôle des zones d'activités en tant qu'instruments de développement économique local et de structuration territoriale en Algérie. Elle s'inscrit dans un contexte marqué par des déséquilibres territoriaux persistants et des contraintes budgétaires croissantes, qui imposent une reconfiguration des politiques de développement local, longtemps structurées selon une logique descendante dominée par une intervention centralisée et une faible articulation avec les initiatives locales et les dynamiques économiques territorialisées. Cependant, l'État poursuit ses efforts en faveur de l'essor du développement territorial à travers des politiques dédiées aux zones d'activités, considérées comme un instrument de diversification économique et de rééquilibrage spatial, mobilisant les ressources locales et constituant un levier stratégique de financement indirect.

A cet effet, notre analyse porte sur l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre pour soutenir leur développement, à travers l'examen des cadres juridique, institutionnel et financier, ainsi que des mécanismes de financement qui les accompagnent. Une attention particulière est également accordée à l'identification des principales contraintes qui en limitent la portée, notamment la problématique du foncier, les insuffisances en matière de viabilisation et les limites de gouvernance.

Problématique:

Dans quelle mesure les zones d'activités constituent-elles en Algérie un instrument efficace de développement économique local et de rééquilibrage territorial au regard des contraintes budgétaires et structurelles qui en limitent la mise en œuvre?

Méthodologie:

L'étude s'appuie sur une approche empirique fondée sur une analyse comparative de certaines zones d'activités au niveau de wilayas telles que Blida et Tizi Ouzou, considérées comme des terrains d'observation pertinents pour appréhender les dynamiques de développement local, les disparités territoriales ainsi que les conditions d'efficacité de ces espaces économiques.

Communication n°14 : Contribution des zones industrielles et d'activités au développement local : Étude de cas de la wilaya de Tizi-Ouzou

Dr Akkache-Maacha Dehbia

Résumé

Par la création des ZI et des d'activités, les États entendent mettre en place les opérations de développement économique des territoires, car elles sont considérées comme un catalyseur de croissance en termes de création de richesse et d'emplois.

L'Algérie compte 72 zones industrielles couvrant une étendue de 12 000 hectares et 450 zones d'activités pour une superficie de 17 000 hectares, réparties sur tout le territoire national ; ces zones couvrent donc des milliers d'hectares au détriment des terres agricoles les plus fertiles.

À titre d'exemples, plusieurs wilayas en avaient bénéficié comme Alger (Rouiba-Réghaia, Hussein-Dey, Réghaia), Oran (Tlalat, Ain-El-Bia, Misserghine, Mers-El-Hadjaj), Boumerdes (Larbatache, et autres en cours), Béjaïa (El-Kseur), Tlemcen (Ouled Bendamou, Hennaïa, Remchi, Ghazouet Constantine (Iben Badis), Ghardaïa (Oued-Nechou), Médéa (extension), Sétif, M'Sila, Djelfa, Tizi-Ouzou (Oued-Aïssi, Draâ-El-Mizan/Tizi-Ghenif, Souamaâ).

En Algérie, les zones industrielles sont des espaces aménagés et équipés, pour le développement local, à l'initiative d'un maître d'ouvrage, généralement public, pour recevoir des entreprises à caractère industriel. L'Algérie compte 72 ZI réparties sur plus de 12 000 ha et 450 ZA distribuées sur plus de 17 000 ha.

Les zones d'activités, quant à elles, sont des espaces géographiques aménagés par les collectivités locales au profit des entreprises pour exercer leur activité économique ; l'objectif est d'améliorer la situation économique locale. En plus des ZI, la wilaya de Tizi-Ouzou dispose de 18 zones d'activités. Ces dernières viennent créer un tissu industriel diversifié allant de l'artisanat aux industries légères.

Les ZAE de la wilaya de TO affichent un fort potentiel de développement local sous-exploité, avec 16 à 18 zones visant la création d'emplois et de richesse. Toutefois les retombées réelles sont limitées par un déficit de viabilisation, notamment par 7 zones, entraînant une sous-exploitation de leur capacité. Une réhabilitation est en cours avec un budget de 13 milliards de DA, incluant la création de micro zones pour dynamiser le secteur.

La wilaya de Tizi-Ouzou compte trois zones industrielles : la Zone Industrielle Aïssat Idir (ZIAI), pleinement opérationnelle, située à Oued-Aïssi au sud de la capitale régionale, la ZI de Draâ-El-Mizan-Tizi-Ghenif, localisée au sud-ouest (en cours de viabilisation pour un montant de 1,5 milliards DA, sous la supervision de la direction de l'urbanisme et de la construction) et

la ZI de Souamaâ (en voie de création et de viabilisation), sise à l'est de Tizi-Ouzou. Ces deux dernières ZI sont des projets d'extension importants pour le futur industriel de la contrée kabyle.

Le développement local est considéré comme une réponse à l'échec des politiques de développement conduites par le haut appelé aussi développement exogène. A travers la création des ZA/ZI, on assiste à une redéfinition du rôle des acteurs et des territoires considérés autrefois inertes, mais qui sont devenus aujourd'hui le centre locomotif de tous les projets de développement.

Le développement local comporte des moyens qui permettent de fertiliser les territoires appauvris par des relations de développement inégal. Les opérations de développement local doivent permettre aux acteurs locaux de jouer un rôle actif dans le développement de leurs collectivités, de pouvoir réaliser des initiatives et des projets et mobiliser des ressources endogènes et exogènes au bénéfice de la collectivité locale. Le terme « local » désigne un territoire limité (une localité, un milieu, un territoire à taille humaine...) où interviennent prioritairement des acteurs « de la base ».

Les zones d'activités et les zones industrielles jouent un rôle important dans le développement local, cela à travers la création d'emplois, de valeur ajoutée et donc de richesse pour le territoire local et régional, l'offre d'espaces adaptés pour les entreprises, l'attrait d'investissements grâce à des aménagements et incitations fiscales, et diversification des activités : zones industrielles (industrie), zones d'activités (ateliers, tertiaire, artisanat), zones commerciales (commerces). Elles sont donc des moteurs cruciaux pour structurer l'économie locale. À cet effet, nous posons le questionnement suivant :

À partir de nos lectures, nos travaux de recherche et de notre guide d'entretien, nous tenterons de voir quels sont les effets induits par la création des ZA et des ZI sur le territoire de leur implantation ?

D'autres questions subsidiaires doivent être posées pour répondre à notre problématique de recherches telles que :

1. La création des ZA et ZI offrent-elles des opportunités pour les investisseurs afin de réaliser leurs projets ?
2. Dans quelle mesure les problématiques d'infrastructures et de gestion entravent-elles le plein potentiel des ZA/ZI ?

Hypothèses

Hypothèse 1 : À l'instar de l'Algérie, la création des ZA et ZI dans la wilaya de Tizi-Ouzou jouent un rôle décisif dans l'attraction des investisseurs et la diversification de l'économie ;

Hypothèse 2 : Les ZA et ZI, leviers de développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Notre communication porte sur le rôle joué par les ZA et ZI dans le développement économique de la wilaya de Tizi-Ouzou qui dispose de différentes ressources favorables pour exercer des activités économiques (main-d'œuvre qualifiée, climat favorable, ressources locales, ...).

Du point de vue méthodologique, nous avons utilisé deux approches pour répondre à notre problématique :

- a. Approche conceptuelle : exploitation d'ouvrages, documents, articles, mémoires et thèses relatifs à notre thématique ;
- b. Approche empirique : basée sur un guide d'entretien destiné aux services et directions concernés de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Notre recherche sera structurée en :

1. Zones d'activités et zones industrielles, instrument d'aménagement du territoire
2. Zones d'activités et industrielles : moteurs de la dynamique territoriale
3. Situation des zones d'activités et des zones industrielle dans la wilaya de Tizi-Ouzou
4. Impacts de la création des zones d'activités sur le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou
5. Zone industrielle « Aïssat-Idir » et ses retombées sur l'environnement immédiat

Mots clés : Tizi-Ouzou, zones d'activités économiques, acteurs locaux, développement local, externalités.

Bibliographie

1. Ouvrages

Bonnet Jaques, Aménagement et développement territorial, éditions Ellipses, Paris, 2012.

Beuret Alain, Dominique Nusbaumer, Edouard Choffat, « Eclairages sur les zones d'activités », DELEMONT, Paris, 2011.

Pecqueur Bernard, Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud, PUG, Grenoble, 2013.

2. Articles et colloques

Derfouf Mohamed Amine, Zahia Haid, Mohamed Merras, Les zones d'activités économiques intelligentes une nouvelle forme d'organisation territoriale en faveur du développement local, revue d'opinions pour les études économiques et administratives, volume 1, numéro 1, 2019, pages 110-118.

Meza Esma, Bennabsa Samia, L'impact des zones industrielles et d'activités sur l'environnement urbain. Le cas de « Palma » et de Rhumel » à Constantine, revue Sciences & Technologie D, N° 49, juin 2019, pp. 47-57.

3. Mémoire de magister et master

Aidene Sonia Chouimet Dehbia, « État des lieux des zones d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou et leurs effets sur le développement du territoire, mémoire de master, département des sciences économiques UMMTO, 2017.

Ait Ouarab Lamia, Iguechtoulene Meziane, Création des zones d'activités et des zones industrielles dans la wilaya de TO, quels impacts ont-elles induit sur le développement local ? Mémoire de master, département des sciences économiques, UMMTO, 2015.

Maacha Dehbia, Essai d'analyse des principes de localisation et de gestion des zones industrielles et d'activités en Algérie : cas de la zone industrielle d'Oued-Aissi (Tizi-Ouzou), mémoire de magister, département des sciences économiques, UMMTO, 1992.

4. Documents administratifs

La loi n° 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier industriel.

Annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2022.

Communication n°15 : Repenser les zones d'activités économiques algériennes à l'aune de l'écologie industrielles territoriales. Vers des territoires productifs durables

Nadia DORBANE

Maitre de conférences, FSEG, Laboratoire DEFI, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, Algérie

Mail : nadia.dorbane@ummto.dz

Naima HACHEMI

Maitre de conférences, FSEG, Laboratoire DEFI, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, Algérie

Mail: naima.hachemi@ummto.dz

Résumé

Dans un contexte mondial, - voire national -, marqué par la transition écologique et le développement territoriale, les zones d'activités économiques en Algérie deviennent des espaces stratégiques à repenser et à reconfigurer. Elles sont historiquement conçues selon des logiques sectorielles et peu intégrées. Par conséquent, elles présentent aujourd'hui des limites économiques et environnementales voire même organisationnelles ainsi que sociales.

L'approche de l'écologie industrielle territoriale, un des principe de l'économie circulaire, propose un cadre opérationnel innovant visant à optimiser les flux de matières, d'énergie et d'informations à l'échelle territoriale, et ce en s'inspirant du fonctionnement des écosystèmes naturels. Elle favorise ainsi la mise en place de synergies interentreprises, des symbioses industriels et de l'ancrage territorial des activités productives au sein d'une zone d'activité économique.

Dans cette perspective, cette communication explore les conditions d'intégration des principes de l'écologie industrielle territorial dans l'aménagement des zones d'activités économiques algériennes, en s'appuyant sur une analyse critique des politiques publiques d'aménagement du territoire, les freins institutionnels et les opportunités locales. Elle met en évidence le rôle pivot des acteurs locaux (entreprises, collectivités locales, universités, ...) dans la co-construction de démarches collaboratives et intégrées des ces zones d'activités économiques. A cet effet, des exemples internationaux édifiants sont mobilisés afin d'identifier des leviers d'action adaptés au contexte algérien. De nombreuses études ont montré que l'écologie industrielle territoriale constitue une voie prometteuse pour transformer les zones d'activités économiques en écosystèmes industriels durables, contribuant ainsi à une efficacité économique , réduction des externalités environnementales négatives et la justice sociale.

Mots-clés: zones d'activités économiques, écologie industrielle territoriale, gouvernance territoriale, acteurs locaux, Algérie.

Quelques Références bibliographiques

- ADEME (2018). *Écologie industrielle et territoriale : guide méthodologique*.
- ADOUE C. (2014). *Écologie industrielle et territoriale : vers des écosystèmes industriels durables*.
- ADOUE C. (2007), "*Mettre en œuvre l'écologie industrielle*", Ed. Presses Polytechniques et Universitaires, Romandes.
- BUCLET N. (2011). *L'écologie industrielle et territoriale : stratégies locales pour un développement durable*. Presses Universitaires du Septentrion.

- BEAURAIN C., & VARLET D. (2014). *Écologie industrielle et développement territorial*. Revue d'Économie Régionale & Urbaine.
- DORBANE N., (2023), "La valorisation des déchets plastiques en Algérie comme stratégie durable. Approche en termes du triptyque acteurs/activités/ressources au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou", Thèse de Doctorat en ès Sciences Economiques, Université de Tizi-Ouzou, Algérie.
- DORBANE N., GUENDOZI B. (2019), "L'écologie industrielle comme processus du développement territorial: une nouvelle approche de la gestion intégrée des déchets", in Revue des études humaines et sociales-A/ Sciences économiques et droit, N°21, P.P. 03-12.
- ERKMAN S. (2004), "*Vers une écologie industrielle*", 2ème Ed. Léopold Mayer, Paris.
- ERKMAN S. (2001), "*L'écologie industrielle. Une stratégie de développement*" Revue Le Débat, N°113, 2001, P.P. 106-121, disponible sur: www.cairn.info/revue-le-debat-2001-1-page-106.htm,
- LAURIOL J. (2011), "*Développement durable et économie de la fonctionnalité : vers de nouveaux enjeux stratégiques*", in GAGLIO G., LAURIOL J. et DU TERTRE C. (Dir.), "*L'économie de la fonctionnalité : une voie nouvelle vers un développement durable ?*", Ed. Octarès, France, P.P. 43-59.
- LE MOIGNE R. (2014), "*L'économie circulaire. Comment la mettre en œuvre dans l'entreprise grâce à la reverse supplychain?*", Ed. Dunod, Paris.
- MARCOUX M-A., OLIVIER F. et THERY F. (2016), "*Déchets et économie circulaire: conditions d'intégration pour une valorisation en filières industrielles*". Ed. Lavoisier, France.

Communication n°16 : Environmental industrial risk management and sustainable development : A critical analysis of the SONATRACH/RTC Bejaïa case.

Nom : BOUMEDDA-TIAB Prénom : Fahima

Institution de rattachement : Université de Bejaia **Discipline :** Sciences commerciales

 **Maître de conférences**

Adresse professionnelle : Université de Bejaia, Campus d'Aboudaou, Route de Tichy, Bejaia 06000

Tél : 0540054183

Courriel : fahima.boumedda@univ-bejaia.dz

**Environmental industrial risk management and sustainable development:
A critical analysis of the SONATRACH/RTC Bejaïa case.**

Fahima BOUMEDDA-TIAB

Maître de conférences à l'université A/Mira Bejaia

E-mail : fahima.boumedda@univ-bejaia.dz

Abstract

The oil and gas industry is one of the sectors most exposed to environmental industrial risks (EIR), both in terms of the nature of its activities and the scale of their potential impacts on ecosystems, local communities and territories. In Algeria, SONATRACH, the national hydrocarbon company, operates at the intersection of contradictory imperatives: maximising petroleum revenues on one hand, and meeting the growing demands of sustainable development on the other. SONATRACH/RTC Bejaïa, which is responsible for hydrocarbon pipeline transportation and port operations, provides a particularly revealing field of observation for these tensions.

Drawing on a qualitative case study methodology (Yin, 2018), this communication analyses the environmental industrial risk management practices of SONATRACH/RTC Bejaïa through an in-depth semi-structured interview with the company's HSE environment engineer, complemented by direct site observation. Thematic content analysis (Bardin, 2013) is applied within a cross-theoretical framework combining stakeholder theory (Freeman, 1984), institutional isomorphism (DiMaggio & Powell, 1983), and Carroll's CSR pyramid (1991).

The results reveal a significant gap between the company's institutional discourse and its actual environmental management practices. EIR management is primarily driven by legal obligations and fear of media impact rather than genuine managerial conviction. The company lacks a certified environmental management system and relies on an HSE-MS referential based on ISO 14001 and OHSAS 18001 standards without formal certification. Relationships with key stakeholders (local populations, municipal authorities, and employees) remain limited and reactive. The main barriers identified include ageing pipeline infrastructure, insufficient early alarm response, and inadequate financial resources allocated to environmental management.

Through Carroll's CSR pyramid, the company's engagement is situated primarily at the legal level, consistent with the coercive isomorphism mechanism identified by DiMaggio and Powell: regulatory compliance, rather than ethical conviction, drives environmental behaviour. These findings contribute to a better understanding of the structural constraints facing national oil companies in developing countries as they navigate between regulatory compliance and authentic sustainable development commitment.

Keywords: Environmental industrial risk management; Sustainable development; SONATRACH; Stakeholders; Algeria; Oil industry.

References :

Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu* (2e éd.). Presses Universitaires de France.

Bouali, L. (2021). Les enjeux de la mise en place des systèmes de management QHSE par les entreprises pétrolières algériennes : cas de SONATRACH et d'un échantillon d'entreprises nationales et étrangères. *Journal of Economics and Management Sciences*, 21(1), 254–270. <https://asjp.cerist.dz/en/article/174408>.

Carroll, A. B. (1991). The pyramid of corporate social responsibility: Toward the moral management of organizational stakeholders. *Business Horizons*, 34(4), 39–48. [https://doi.org/10.1016/0007-6813\(91\)90005-G](https://doi.org/10.1016/0007-6813(91)90005-G).

DiMaggio, P. J., & Powell, W. W. (1983). The iron cage revisited: Institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields. *American Sociological Review*, 48(2), 147–160. <https://doi.org/10.2307/2095101>.

Freeman, R. E. (1984). *Strategic management: A stakeholder approach*. Pitman.

République Algérienne Démocratique et Populaire. (2004). *Loi n° 04-20 du 25 décembre 2004 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable*. Journal Officiel n° 84.

République Algérienne Démocratique et Populaire. (2021). *Décret exécutif n° 21-319 du 22 août 2021 fixant les règles spécifiques applicables aux établissements classés du secteur des hydrocarbures*.

Si Mansour, F., Ouamar, S., & Si-Salah, K. (2022). Le management des risques et le paradigme du développement durable dans le secteur de l'énergie : analyse comparative entre les compagnies pétrolières nationales (CPN) et les majors pétrolières. *Revue Développement Durable et Énergie*, 106–125. <https://asjp.cerist.dz/en/article/210007>.

Tifrani, S., Bia, C., & Akkoul, J. (2022). Les pratiques RSE dans les entreprises algériennes : une approche exploratoire. 2(15), 340-358. <https://asjp.cerist.dz/en/article/209755>.

Yin, R. K. (2018). *Case study research and applications: Design and methods* (6e éd.). Sage.

Communication n°17 : Dynamiques d'innovation et ancrage territorial des entreprises dans les zones d'activités de Tizi-Ouzou : entre effet de proximité et fragmentation spatiale.

KHAMMES Abdenour

Lyas ZERKHEFAOUI

Maitre de conférences A

Maitre de conférences A

UMMTO/FSECSG

UMMTO/FSECSG

Abdenour.khammes@ummto.dz

lyas.zerkhefaoui@ummto.dz

Communication se rapportant à l'axe : Dynamiques d'innovation, attractivité et ancrage territorial

Résumé :

Problématique :

Les zones d'activités économiques sont souvent conçues comme des espaces favorisant l'innovation par la concentration d'entreprises et les externalités de proximité. Pourtant, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le constat est celui d'une faible synergie inter-entreprises et d'un lien ténu avec les ressources locales (formation, recherche, sous-traitance). Cette communication interroge les conditions de construction d'un système territorial d'innovation à partir des ZAE existantes. Plus précisément, dans quelle mesure la configuration spatiale et le profil sectoriel des zones d'activités de Tizi-Ouzou permettent-ils l'émergence d'externalités d'innovation et de coopérations productives ?

Méthodologie :

Cette recherche s'inscrit dans le cadre de l'économie géographique et de l'approche par les systèmes territoriaux d'innovation (STI). Elle combine :

- Une analyse spatiale (SIG) de la localisation des entreprises dans les ZAE de la wilaya, croisée avec les données sur les flux de main-d'œuvre et les infrastructures ;
- Une enquête par questionnaire (50 entreprises) mesurant les formes de coopération (fournisseurs, clients, centres de formation, université) et les pratiques d'innovation (produit, procédé, organisation) ;
- Des entretiens semi-directifs avec les responsables locaux de l'API, de la Chambre de Commerce et de l'Université pour évaluer les dispositifs de rapprochement entre recherche et industrie.

Résultat attendu

- Les résultats préliminaires suggèrent une faible densité des interactions formelles et informelles entre entreprises, malgré une concentration sectorielle dans l'agroalimentaire et la mécanique.
- L'absence de services mutualisés et d'espaces de médiation (pépinières, clusters) freine l'émergence d'une véritable dynamique d'innovation. L'étude montrera également que l'éclatement géographique des zones et le manque de connectivité numérique réduisent les effets de proximité attendus. En conclusion, des recommandations seront formulées pour faire évoluer les ZAE vers des business parks intégrés, articulant foncier, services avancés et lien avec l'écosystème universitaire local.

Références bibliographiques :

1. Asheim, B. (1997). Innovation systems and regional development. *Revue d'Économie Industrielle*.
2. Camagni, R. (2005). Proximity and innovation in the regional context. In *Innovation clusters and interregional competition*.
3. Duranton, G., & Puga, D. (2001). Micro-foundations of urban agglomeration economies. NBER.
4. Porter, M. (1998). Clusters and competition. *Harvard Business Review*.
5. Torre, A., & Gilly, J.P. (2000). Débat sur la proximité. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*.

Mots-clés : Innovation territoriale, ancrage, proximité, zones d'activités, Tizi-Ouzou, système territorial d'innovation

Communication n°18 : Intégration des activités agriculture /industrie au niveau local : Analyse du cas des zones d'activités de la wilaya de T.O

(Sahali Nourredine¹, Babou Omar, Sahnoune Mohand)²

¹ Maître de Conférences A, Laboratoire LAREMO, FSECSG, UMMTO(Algérie),
noureddine.sahali@ummto.dz

² Equipe de recherche : Entrepreneuriat et diversification des exportations,
Laboratoire LAREMO, FSECSG, UMMTO(Algérie).

Résumé : L'articulation agriculture-industrie est une condition sine qua non pour le développement du secteur agricole. En Algérie, après l'indépendance, le problème du développement du secteur agricole est pris en charge dans le cadre de la stratégie nationale du développement économique, mise en œuvre durant les années 1970. Celle-ci est fondée, selon ses concepteurs, sur la mise en place d'un tissu industriel lourd, qui va jouer le rôle de la locomotive de l'économie. Dans cette stratégie, l'agriculture sera le secteur pourvoyant en matière les activités industrielles de transformation, d'une part, et qui sera un marché absorbant la production industrielle, d'autre part. Malheureusement, l'échec de la démarche entreprise n'a pas permis la concrétisation des objectifs escomptés.

Par ailleurs, l'ouverture économique, durant les années 1990, est accompagnée par l'encouragement de l'initiative privée. Les zones industrielles et les zones d'activités constituent des lieux qui servaient l'implantation des investissements industriels mais aussi des services. La proximité de ces zones ne peut que servir les activités agricoles existantes dans les différentes localités de leur implantation.

La wilaya de Tizi-Ouzou, au même titre que les autres wilayas du pays, a bénéficié dans le cadre de la mise en place de cette démarche, d'une zone industrielle et de plusieurs zones d'activités. L'une des activités industrielles florissantes, particulièrement, au niveau des zones d'activités est l'agroalimentaire. Ainsi, au sein de cette branche plusieurs produits agricoles sont transformés donnant naissance à des différents produits agroalimentaires : jus, semoule, farine, etc. Toutefois, les produits laitiers (camembert, yaourt, fromage, etc) constituent les principaux produits des unités de transformation laitière installées dans ces zones. Ces –ci sont localisées autour des plaines de la zone de Sebaou, en raison d'existence, en amont d'une activité d'élevage très dynamique.

Dans cette communication, nous allons essayer de vérifier la relation de complémentarité existante entre cette activité d'élevage et ces entreprises. Pour ce faire, nous allons aborder les points suivants.

- La place des entreprises agroalimentaires dans les zones d'activités locales ;
- Le poids des entreprises de transformation laitière et aliment de bétail dans la branche agroalimentaire locale ;
- L'articulation production laitière locale, transformation laitière et aliment de bétail au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou

Mots clés : agroalimentaire, zones d'activités locales, production laitière, aliments de bétail.

Bibliographie :

- 1) Bessaoud Omar., (2006). « La stratégie de développement rural en Algérie », In Revue Options méditerranéenne, Série A n° 7, pp.79-89.
- 2) Bessaoud Omar., (2016). « La sécurité alimentaire en Algérie », CIHEAM-IAM Montpellier.
- 3) Boukella Mourad., (2008). L'Algérie de demain relever le défi pour gagner l'avenir, Politiques agricoles, dépendance et sécurité alimentaire, Friedrich Ebert Stiftung, Alger.
- 4) Dufumier Marc., (2018). « Agriculture et alimentation : Idées reçues et propositions », Editions Utopia.
- 5) kheffache Hamida. et Bedrani Slimane. (2012) « Les importations subventionnées de génisses à haut potentiel laitier : un échec du à l'absence de politique laitière globale » , Les cahiers du CREAD, n° 101, pp. 123-135.
- 6) Kalli s., Saadaoui m., Ait mokhtar s., Belkheir b., Binidir m., Bitam a. et Benmebarek a.(2018) , « Eléments d'enquête générale sur la filière lait en Algérie », IJBES, Volume 8, pp. 12-19.
- 7) Ministère de l'agriculture et du développement Rural (MADR), (2020). Statistiques Agricoles, Series B, années: 2000 à 2020.
- 8) ONIL, (2009 à 2022). Données sur les réalisations de la filière lait en Algérie
- 9) ONS (2022), la production agricole pour la campagne agricole 2019/2020, n 976.
- 10) ONS (2021), la production agricole pour la campagne agricole 2020/2021, n 990.
- 11) Sahali Nourredine., hadjou Lamara., et Djennane Abdemadji., (2016).L'agriculture algérienne face aux défis de la sécurité alimentaire : analyse rétrospective et bilan de la nouvelle politique agricole, GGGR.
- 12) Sahali Nourredine., (2020). « Les soutiens publics récents dans l'agriculture algérienne et leur impact en matière de sécurité alimentaire : cas de la production laitière au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou », Thèse de Doctorat, en Sciences Economiques.
- 13) Sahali Nourredine et Guendouzi Brahim., (2021). « L'agriculture algérienne facteur de résilience de l'économie nationale dans le contexte de la pandémie du Covid-19 », El Wahat, Volume (15)/Issue (1) (2022):132-150.
- 14) Sahali Nourredine,(2023). Regard sur l'application de la politique laitière en Algérie durant la décennie 2010-2020 : quels enseignements ?, Revue Finance et Marchés, Volume 10, Numéro 2, pp.88-103.

Communication n°19 : AMIAR Habib (MCB& AMIAR Lila, Professeure, UMMTO) : Les zones d'activités et les enjeux liés aux modes du rôle de l'Etat

Résumé :

La politique industrielle n'est, en fin du compte, qu'un ensemble de mesures et d'initiatives visant à soutenir et à promouvoir le développement économique d'un pays à travers l'industrialisation. Dans ce contexte, le rôle de l'État est fondamental et peut se décliner selon quatre modes distincts : protecteur/régulateur, actionnaire, catalyseur/facilitateur. Chacun de ces rôles illustre une approche spécifique de l'intervention publique dans l'économie. Chacun de ces rôles illustre une approche spécifique de l'intervention publique dans l'économie.

En premier lieu, le rôle de l'État en tant que protecteur/régulateur est essentiel pour garantir la stabilité du marché et la protection des industries nationales contre des pratiques déloyales ou face aux crises économiques. Cela peut se manifester par l'imposition de tarifs douaniers, la réglementation des normes de qualité ou la mise en place de subventions ciblées pour certaines industries. Cette approche vise à créer un environnement compétitif tout en sauvegardant les intérêts stratégiques du pays.

Les quatre modes d'intervention de l'État dans la politique industrielle — protecteur/régulateur, actionnaire, catalyseur et facilitateur — illustrent la diversité des stratégies possibles pour soutenir le développement industriel. Chacune de ces approches présente ses avantages et ses limites, mais ensemble, elles offrent un cadre pertinent pour concevoir une politique industrielle adaptée aux défis contemporains.

Dans la présente communication nous développerons la forme de l'Etat catalyseur, sans citer les autres trois formes (Etat actionnaire, protecteur-régulateur et investisseur) qui sont d'une autre orientation en contenu. Nous verrons que les différentes structures destinées à catalyser la production locale que sont les zones industrielles, les zones économiques spéciales et les clusters ne sont pas pleinement performantes et ne soutiennent pas parfaitement la croissance de l'industrie hors hydrocarbures.

Nous allons nous focaliser sur les zones industrielles, leur définition, les objectifs de celles-ci, les principales caractéristiques, les facteurs-clefs de succès des zones industrielles, un aperçu des zones industrielles en Algérie, mesures déployées pour les améliorer et enfin les opportunités d'attraction pour l'Algérie.

Communication n°20 : AMIAR Habib, MCB, AMIAR Lila, UMMTO, La zone Industrielle de SOUAMAA et TIZI GHENNIF. Rétrospective et écueils**Résumé :**

Dans la présente, nous ferons un relevé de situation des deux zones avec une rétrospective des étapes de leurs création et les divers écueils.

La zone industrielle de Souama, inscrite en 2012 sur des terres agricoles de l'ex-domaine TALA ALI, a vu sa superficie réduite de 372 ha à 327 ha en raison de l'opposition du ministère de l'Agriculture. Un cadastre entre 2007 et 2010 a révélé des revendications privées

sur environ 90 ha. En 2012, le wali a interdit toute revendication sur ces terres, déclarées à l'État. Les opposants, qui revendiquent des droits basés sur un jugement de 1895, ont échoué à prouver leur propriété lors des commissions. Une initiative de conciliation en 2014 a proposé d'indemniser certains occupants, mais a été rejetée. En 2015, une commission a été créée pour proposer des solutions, recommandant le maintien des constructions existantes, l'indemnisation des titulaires de droits de propriété, et la compensation des autres occupants par des parcelles équivalentes.

La Zone Industrielle de DRAA EL MIZAN et de TIZI GHENNIF a été créée par deux arrêtés du Wali, avec des superficies respectives de 21 Ha et 24 Ha. La déclaration d'utilité publique et le déclassement de terres agricoles ont été officialisés par des décrets exécutifs en juin 2018. Les permis de lotir ont été approuvés en octobre 2018, mais le démarrage des travaux dépend de l'indemnisation des expropriés, conditionnée à la publication d'arrêtés que des corrections ont retardée. Deux entreprises ont été sélectionnées pour les travaux de viabilisation, toutefois, un gel a été imposé le 30 mai 2020 en raison d'une ordonnance ministérielle concernant les projets non réalisés à 50%.

Communication n°21 : « Diagnostic du cadre juridique et institutionnel régissant les Zones d'Expansion Touristique de la wilaya de Tizi-Ouzou »

- M. BATACHE Abderrahmane, Maitre de Conférences A, UMMTO, mail : abderrhamane.batache@ummto.dz , Tel : 0557659534
- M. SEDIKI Abderrahmane, Maitre de Conférence B, mail : abderrahmane.sediki@ummto.dz, Tel : 0549810079
- M. SAHALI Nourredine, Maitre de Conférences A, UMMTO, mail : noureddine.sahali@ummto.dz , Tel : 0662472721

Résumé :

Cette communication propose une analyse critique du cadre juridique et institutionnel régissant les zones d'expansion touristique (ZET) dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Dans un contexte où le tourisme constitue un levier important de diversification économique, les ZET apparaissent comme des instruments essentiels d'aménagement et de valorisation des potentialités locales.

À travers une approche analytique et territorialisée, cette communication mettra en évidence les limites et dysfonctionnements observés sur le terrain, tels que la complexité des procédures, le chevauchement des compétences et les contraintes liées à la gouvernance locale. Elle s'efforcera également d'identifier les opportunités d'amélioration susceptibles de renforcer l'attractivité et l'efficacité des ZET dans la wilaya.

Enfin, des recommandations sont formulées en vue d'optimiser le cadre juridique et institutionnel, afin de favoriser un développement touristique durable, cohérent et mieux adapté aux spécificités du territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Mots clés : Zones d'Expansion Touristique ; Diagnostic ; Collectivités Locales ; Territoires.

Communication n°22 : Gestion des zones d'activités dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Nom ; Amiri

Prénom : Dalila

Aknine

Rosa

Institution de rattachement ; UMMTO Discipline : FSECG

Professeur :R.Anine

Maître de conférences : D.Amiri

Maître Assistant(e)

Doctorant(e) Autre (à Préciser) :

Adresse professionnelle : UMMTO Tizi-Ouzou

Tél : 0663 10 59 56

Courriel: amiri.dalila@yahoo.fr

rosaaknine@gmail.com r_aknine@yahoo.fr

Souhaite présenter une communication se rapportant à l'axe N° :7- Les expériences en matière de gestion des zones d'activités économiques.

Résumé :

Le processus de développement économique et territorial est diversifié. Chaque territoire est caractérisé par des potentialités multiples lui permettant de se développer dans le temps et dans l'espace. Les outils utilisés sont différents d'un territoire à un autre. En Algérie s'est développé l'outil de gestion des zones d'activités pour attirer l'investissement et créer de l'emploi. La wilaya de Tizi-Ouzou qui est riche sur le plan topographique et humain. Dans cette optique, elle constitue un exemple concret d'encouragements d'implantation des zones d'activités. Notre contribution consiste à analyser quelle gestion des zones d'activités dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Mots-clés : Gestion, politique, Etat, zone d'activité, développement.

Bibliographie

1. Alvergne (Ch.), Taulelle (Fr.), 2002, *Du local à l'Europe. Les nouvelles politiques d'aménagement du territoire*, éd. PUF, Coll. Service Public.

2. Baudelle (G.), Guy (C.), [Mérenne-Schoumaker \(B.\)](#), 2011, *Le développement territorial en Europe. Concepts, enjeux et débats*, coll. Didact Géographie, éd. Presses Universitaires de Rennes.

3. Pecqueur (B) : « Dynamiques territoriales et mutations économiques », éd ; l'harmattan ; Paris ; 1996.

4. www.ons.dz

5. Annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou 2025.

Communication n°23 : L'intégration du tourisme industriel et artisanal dans les zones d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou : un levier de diversification économique territoriale.

FERNANE Djamila , MCA, UMMTO

BELLAHSENE Thinhinane, MCB, UMMTO

Axe de recherche : Axe 3 - Dynamiques économiques et sociales.

Résumé

La wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'un tissu relativement dense de zones d'activités économiques (ZAE) et de zones industrielles. Toutefois, ces espaces sont encore majoritairement perçus comme des enclaves productives fermées, peu intégrées aux dynamiques d'attractivité territoriale et faiblement valorisées dans les stratégies de développement local.

Dans un contexte marqué par la nécessité de diversification économique et de valorisation des ressources endogènes, cette recherche interroge les conditions et les modalités d'ouverture de ces zones d'activités au tourisme industriel et artisanal. Elle pose ainsi la question suivante : dans quelle mesure la mise en tourisme des savoir-faire locaux peut-elle contribuer à transformer ces espaces productifs en véritables leviers de développement territorial durable ?

Pour y répondre, cette communication s'appuie sur une approche qualitative combinant l'analyse des infrastructures existantes et des potentialités d'accueil, ainsi que la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès d'acteurs clés : entrepreneurs, artisans locaux et représentants institutionnels, notamment ceux de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Cette méthodologie permet d'identifier les freins (organisationnels, réglementaires, culturels) et les opportunités liés à l'intégration d'une offre de tourisme de savoir-faire au sein des zones d'activités.

Les résultats attendus visent à démontrer que l'ouverture de ces espaces à des circuits de tourisme industriel et artisanal peut générer des effets positifs multiples. D'une part, elle contribuerait à améliorer l'attractivité territoriale et à renforcer l'image de marque de la wilaya, en mettant en valeur ses spécificités productives et culturelles. D'autre part, elle favoriserait l'émergence de partenariats public-privé innovants pour la gestion et l'animation des zones d'activités. Enfin, elle permettrait de dynamiser l'artisanat et l'industrie locale en créant de nouvelles sources de revenus, en diversifiant les activités économiques et en renforçant l'ancrage territorial des entreprises.

Ainsi, cette recherche s'inscrit dans une réflexion plus large sur les nouvelles formes de valorisation des territoires productifs, où la convergence entre économie, culture et tourisme constitue un vecteur stratégique de développement durable.

Mots-clés : Tourisme industriel, Zones d'activités, Tizi-Ouzou, Développement territorial, Diversification économique.

Communication n°24 : La zone d'activités de Boghni : quel ancrage territorial ?

Fiche de participation au colloque

	1^{er} Participant	2^{ème} Participant
Nom et prénom	HADJEM Madjid	SIAMER Hadjira
Institution de rattachement	Université	Université
Discipline	Economie	Economie
Grade	Maître de conférences A	Maître de conférences A
Adresse professionnelle	Faculté des sciences économiques (FSECSG). Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou	Faculté des sciences économiques (FSECSG). Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou
Adresse e-mail	madjid.hadjem@ummtto.dz	hadjira.siamer@ummtto.dz
N° téléphone	0791.31.99.26 / 0562.57.94.54	0560.30.35.57
Axe choisi	<u>N° 2.</u> Gouvernance et partenariat : examen des modes de gouvernance des zones d'activité et des modalités de collaboration entre acteurs publics et privés	
Titre de la communication	La zone d'activités de Boghni : quel ancrage territorial ?	

Résumé

Depuis la fin des années 60, la wilaya de Tizi-Ouzou voit son potentiel industriel croître, plus particulièrement celui du nombre de zones d'activités (ZA) et qu'a suivi récemment celui des zones industrielles (ZI). Ainsi, selon la Direction de l'Industrie de la wilaya, le nombre de ZI est aujourd'hui de 03 et celui des ZA de 18¹. Ces espaces, spécialement dédiés à l'activité économique, notamment industrielle, permettront dans le moyen terme, selon la même source, la localisation de plus de mille unités industrielles.

Dans la littérature économique consacrée, les phénomènes de concentration spatiale d'entreprises constituent une thématique fortement débattue. Les approches par le *système productif local* (SPL), la *Proximité* et par le *Capital social* étant les plus popularisées, en ce

¹ Données de Direction de l'Industrie de la wilaya de Tizi-Ouzou pour 2023.

sens qu'elles mettent en évidence le rôle du *territoire* dans l'organisation et les performances de l'industrie.

Cette contribution propose d'examiner ces réalités en s'interrogeant sur l'ancrage territorial des entreprises concentrées spatialement dans ces ZA, en prenant comme cas d'étude la ZA de Boghni, dans le sud de la wilaya. Cette zone, créée à la fin des années 80, est aujourd'hui, nous dit la Direction de l'industrie, exploitée à plus de 77%. La production y est aussi conséquente comparée à un grand nombre de communes de la wilaya.

La problématique soulevée est la suivante :

Les entreprises localisées dans la ZA de Boghni répondent-elles à une logique de coordination et d'ancrage territorial ?

Cette interrogation revient à interroger l' "*effet territoire*", notamment les composantes socioculturelle et institutionnelle dans le territoire. Celles-ci, deux composantes clés de la performance des entreprises au sein des territoires dynamiques, selon la littérature, on s'intéresse de savoir si elles jouent le même rôle synergique dans le cas de la ZA de Boghni. Cela revient à identifier leur impact sur la nature des liens entre acteurs et sur les effets de proximité, à la lumière d'une configuration d'ancrage territorial, notamment de type SPL ou cluster.

Autrement dit, nous sommes tentés de savoir s'il s'agit d'un "*effet territoire*", ce qu'expliquerait, d'une part, des savoirs-faires locaux, un partage de connaissances, un apprentissage interactif, des routines de travail, de coopération, y compris avec les institutions existantes sur le territoire, ... ce que l'on appelle l' "*espace de rapports des entrepreneurs*" où s'affirmeraient les effets de la proximité organisationnelle, et, d'autre part, l'existence de normes de travail, de confiance, d'actions conjointes, d'ententes, ... ce que l'on appelle l' "*espace de référence ou de similitude des entrepreneurs*" où s'affirmeraient les effets de la proximité institutionnelle. Ou bien, au contraire, il ne s'agirait que de simples juxtapositions d'entreprises sur une même aire géographique, régies par la seule proximité géographique.

Pour cela, nous partons de deux hypothèses, à savoir ;

1. Les effets de la proximité géographique présideraient à la concentration des entreprises dans la ZA de Boghni et seraient les seuls effets à l'œuvre.
2. Des facteurs socioculturels et institutionnels freineraient le jeu des proximités organisationnelle et institutionnelle entre ces entreprises.

Pour répondre à notre problématique nous suivons une méthodologie qui s'articule autour d'instruments, à la fois théoriques et empiriques, que nous essayons d'articuler de façon aussi cohérente que possible. L'apport théorique consiste à proposer une approche se focalisant sur l'analyse des liens entre acteurs du territoire. C'est principalement aux notions de *Proximité*, (dans ses multiples dimensions), *Capital social* et *Institutions* que nous faisons appel. Décrire un territoire ne suffit pas, encore faudrait-il comprendre la nature des liens entre acteurs et les mécanismes de leur activation. Pour cela, nous proposons une approche à deux entrées. L'une, combinant la *proximité* et le *capital social*, met en avant le rôle des liens sociaux et la dimension socioculturelle dans un territoire. L'autre, combinant la *proximité* et les *institutions*, met en avant le rôle de la coordination entre acteurs et la dimension institutionnelle dans un territoire.

L'apport empirique repose sur l'étude du cas d'un échantillon de 10 entreprises de cette ZA. Pour l'enquête nous avons mobilisé plusieurs outils de collecte des données, à savoir ; la recherche documentaire, le questionnaire (pour les entrepreneurs, en privilégiant le mode d'administration dit "*par enquêteur*"), les entretiens semi-directifs (pour les autres acteurs du territoire). L'échantillon est conçu selon la *méthode empirique*, vu l'absence d'une base de sondage fiable et les conditions de terrain.

Notre travail se décline en cinq temps successifs. D'abord, on présente le cadre théorique et conceptuel de l'étude. Ensuite, on présente les caractéristiques de fonctionnement des entreprises enquêtées. Puis, on s'intéresse à l'analyse de l'impact de la composante socioculturelle du territoire. Après quoi, on analyse l'impact de la composante institutionnelle du territoire. Enfin en dernier lieu, on examine la nature des relations des entrepreneurs aux différents acteurs du territoire et leur impact sur la mobilisation ou non du capital social.

Les résultats montrent, en effet, que les conditions socioculturelles, liées à la nature de la société kabyle, entravent le développement de relations synergiques entre entrepreneurs de la ZA et de la commune aussi. L'individualisme, l'enferment sur soi et la mésestime représentent les principales causes. De même, les conditions institutionnelles, liées au mode de gouvernance public, à la centralisation et la rigidité des relations entre entrepreneurs et les institutions publiques aggravent aussi la situation. Cela a pour effet d'engendrer une agglomération d'entreprises sans ancrage territorial, si ce n'est le fait que les entrepreneurs soient tous originaires de la région, formée quasi-exclusivement sur des considérations essentiellement géographiques. Autrement dit, une simple juxtaposition spatiale d'entreprises.

Mots clés : Proximité - Coordination - Ancrage territorial - Gouvernance territoriale - Capital social - Institutions - Zone d'activité.

Bibliographie

Bourdieu, P. (1980). Le capital social. In: *Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 31*, janvier, 2-3. Accès https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1980_num_31_1_2069

Courlet, C. & Hollard, M. (2004). Nouveaux modes de gouvernance et SPL au Maroc. In : Ferguène (Ed.). *Gouvernance locale et développement territorial. Le cas des pays du sud* (pp. 307-324). Paris : L'Harmattan.

Courlet, C. & Soulage, B. (Eds). (1994). *Industrie, territoires et politiques publiques*. Paris : L'Harmattan.

Direction de la programmation et du suivi budgétaires de la wilaya de Tizi-Ouzou (DPSBTO). (2024). *Annuaire statistique de la wilaya. Année 2023*. Tizi-Ouzou.

Kahn, R. (2010). La dimension culturelle du développement territorial. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*. (4/2010), 625-650.

Kirat, T., & Talbot, D. (2005). Proximité et institutions : nouveaux éclairages. *Économie et institutions*. (6 et 7/2005), 9-15. Accès <http://journals.openedition.org/ei/882>

Lahlou, D & Noui, G. (2017). *L'impact de la concentration spatiale des entreprises sur la dynamique territoriale : Cas de la Zone d'Activité TAHARACHT*. Mémoire de master en Management Economique des Territoires et Entrepreneuriat. Université de Bejaia. Juin.

Lazega, E., (2006). Capital social, processus sociaux et capacité d'action collective. In Bevort, A., & Lallement, M. (dir.). *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris : La Découverte.

Rallet, A. & Torre, A. (2004). Proximité et localisation. *Revue d'économie rurale*, (280), marsavril, 25-41. doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.2004.5470>

Talbot, D. (2008). Les institutions créatrices de proximités. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*. 3/2008, 289-310. Doi : 10.3917/reru.083.0289

Communication n°25 : Le capital humain comme levier d'attractivité des zones d'activités économiques à Tizi-Ouzou.

Auteurs

Dr KEHRI Samir

Maître de Conférences Classe A, UMMTO

Mme LEHAD Rachida

Maître Assistante Classe A, UMMTO

Problématique

Les zones d'activités économiques sont généralement considérées comme des espaces destinés à accueillir les entreprises, encourager l'investissement et stimuler le développement local. Pourtant, leur efficacité ne dépend pas seulement de leur existence physique, de leur localisation ou de leur niveau d'aménagement. Elle dépend aussi de la qualité de leur environnement managérial, institutionnel et humain.

Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, plusieurs contraintes peuvent freiner l'attractivité de ces zones : difficultés liées au foncier industriel, lourdeurs administratives, insuffisances en matière d'aménagement, faible coordination entre les acteurs, accompagnement limité des investisseurs et inadéquation entre certaines compétences disponibles et les besoins réels des entreprises. En parallèle, le territoire dispose d'opportunités importantes, notamment une université dynamique, une jeunesse diplômée, un potentiel entrepreneurial local et des acteurs institutionnels susceptibles de contribuer à l'amélioration de l'environnement des affaires.

Dès lors, la question centrale de cette communication est la suivante :

Comment le capital humain local peut-il contribuer à renforcer l'attractivité des zones d'activités économiques dans la wilaya de Tizi-Ouzou ?

Cette problématique conduit à interroger la manière dont les compétences, la formation, l'accompagnement des porteurs de projets, la coordination entre les acteurs et la gouvernance territoriale peuvent transformer les zones d'activités économiques en véritables leviers de développement local.

Mots-clés

Capital humain ; zones d'activités économiques ; attractivité territoriale ; Tizi-Ouzou ; compétences ; développement local ; environnement des affaires ; management territorial ; investissement ; gouvernance locale.

Communication n°26 : Gouvernance des zones d'activités économiques et performance territoriale : une analyse institutionnelle appliquée à la wilaya de Tizi-Ouzou

Lyas ZERKHEFAOUI

KHAMMES Abdenour

Maitre de conférences A

Maitre de conférences A

UMMTO FSECSG

UMMTO FSECSG

Lyas.zerkhrfaoui@ummto.dz

abdenour.khammes@ummto.dz

Communication se rapportant à l'axe : Gouvernance et performance des zones d'activités

Résumé :

Problématique :

La gestion des zones d'activités économiques (ZAE) en Algérie, et particulièrement dans la wilaya de Tizi-Ouzou, souffre d'un déficit de coordination entre acteurs institutionnels, d'un manque de viabilisation et de difficultés d'accès au foncier. Dans un contexte marqué par la volonté de diversification économique et d'amélioration du climat des affaires, la question de la gouvernance de ces zones devient centrale. Dès lors, comment expliquer les écarts de performance entre les différentes ZAE de la wilaya, et dans quelle mesure une refonte des mécanismes de gouvernance peut-elle améliorer leur contribution au développement économique local ?

Méthodologie :

Cette communication mobilise une approche d'économie institutionnelle (héritage de Williamson et Ostrom) pour analyser les arrangements organisationnels et les droits de propriété qui structurent la gestion des ZAE. Une méthodologie mixte est adoptée :

- Analyse documentaire des textes réglementaires (lois sur l'investissement, décrets relatifs aux zones industrielles) ;
- Enquête de terrain auprès des gestionnaires (API, directions de wilaya, collectivités locales) et des investisseurs implantés dans trois zones contrastées de la wilaya (ZIAI Aissat Idir, Draa El Mizan, et une zone d'activités secondaire).

- Indicateurs composites de performance (taux d'occupation, niveau de services, satisfaction des entreprises, création d'emplois) croisés avec les modalités de gouvernance.

Résultats

attendus :

Les résultats devraient montrer que la performance des ZAE ne dépend pas seulement de leur dotation initiale en infrastructures, mais surtout de la qualité des dispositifs de gouvernance (transparence, coordination public-privé, régulation des conflits). L'absence d'un gestionnaire unique et de mécanismes de coopération entre entreprises expliquerait en partie l'underperformance de certaines zones. La communication proposera des pistes de réforme institutionnelle adaptées au contexte local, en s'appuyant sur des expériences comparées (ANCT en France, zones franches au Maroc).

Références bibliographiques :

1. Asheim, B. (1997). Les districts industriels et les systèmes régionaux d'innovation. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*.
2. Duranton, G., & Puga, D. (2001). The economics of urban agglomeration. *Handbook of Regional and Urban Economics*.
3. Porter, M. (1998). Clusters and the new economics of competition. *Harvard Business Review*.
4. Williamson, O. (2000). The new institutional economics. *Journal of Economic Literature*.
5. ANCT (2023). Guide méthodologique pour la gestion des zones d'activités économiques. Paris.

Mots-clés : Gouvernance, zones d'activités économiques, développement territorial, Tizi-Ouzou, économie institutionnelle